

**MINISTERE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES**

REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple - Un But - Une Foi

Comité National de Politique
Economique
(CNPE)

**VINGT ET DEUXIEME RAPPORT TRIMESTRIEL
DU COMITE NATIONAL DE POLITIQUE ECONOMIQUE
SUR LA SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI
(1^{er} TRIMESTRE 2002)**

Mai 2002

SOMMAIRE

AVANT - PROPOS	2
RESUME INTRODUCTIF.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	6
1.1. Evolution de la croissance économique	6
1.2. Inflation et conditions monétaires	9
1.3. Marchés des changes.....	11
1.4. Marchés des matières premières	11
2. ANALYSE DE L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE MALIENNE.....	15
2.1. EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR REEL.....	15
2.1.1. Croissance du PIB	15
2.1.2. Prix et Inflation:	16
2.2. FINANCES PUBLIQUES	18
2.2.1. Recettes et dons	18
2.2.2. Dépenses	18
2.2.3. Déficit.....	18
2.2.4. Variation des arriérés et Ajustement base caisse.....	18
2.2.5. Financement.....	19
2.3. COMMERCE EXTERIEUR	20
2.3.1. Importations.....	20
2.3.2. Exportations.....	24
2.3.3. Echanges intra-communautaires	25
2.4. BALANCE DES PAIEMENTS.....	27
2.5. ANALYSE DE LA SITUATION MONETAIRE	29
2.5.1. Avoirs extérieurs nets.....	29
2.5.2. Crédit intérieur.....	29
2.5.3. Masse Monétaire.....	31
2.5.4. Intervention de la Banque Centrale.....	33
2.6. SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 MARS 2002.....	34
3. SURVEILLANCE MULTILATERALE	35
3.1. CONVERGENCE REELLE.....	35
3.1.1. Croissance économique	35
3.1.2. Investissement	35
3.1.3. Production.....	35
3.1.4. Echanges extérieurs.....	36
3.2. CONVERGENCE NOMINALE	37
CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS.....	38

AVANT - PROPOS

Le rapport trimestriel du Comité National de Politique Economique (C.N.P.E.) analyse la situation économique et financière du Mali sur la base des évolutions constatées au cours des trois derniers mois. Le présent rapport porte sur l'évolution de l'activité économique durant le premier trimestre 2002.

Cependant dans le souci d'élargir l'horizon temporel, des analyses comparatives ont souvent été faites sur les années antérieures.

RESUME INTRODUCTIF

La stratégie de réforme adoptée par le Mali pour la période 1999-2001 se fonde sur les résultats positifs réalisés au cours des quatre dernières années et devrait continuer à améliorer la compétitivité qui a suivi la dévaluation du franc CFA. Cette stratégie, formulée dans le contexte du renforcement de l'intégration et de l'harmonisation régionales, vise à :

- ✓ promouvoir une croissance économique forte et durable ;
- ✓ réduire la pauvreté dans le but de relever le niveau de vie de la population à long terme; et
- ✓ assurer la viabilité financière à moyen terme.

Outre la poursuite du rééquilibrage budgétaire, elle place la mise en valeur des ressources humaines et la maîtrise de la croissance démographique au centre des efforts de développement du Gouvernement et accorde une importance toute particulière aux réformes structurelles, indispensables pour donner davantage de souplesse à l'économie et diversifier la production et les exportations. La mise en œuvre effective de cette stratégie devrait permettre au Mali :

- ✓ de réaliser un taux de croissance du PIB réel de l'ordre de 5% par an sur la période 2000-2002 ;
- ✓ de ramener l'inflation sur la base du déflateur du PIB, à un niveau inférieur à 3 % à partir de 1999 et;
- ✓ de réduire le déficit extérieur courant de la balance des paiements (hors transferts officiels) à moins de 9 % du PIB d'ici fin 2001.

L'évolution de l'activité économique des pays de l'UEMOA s'est déroulée en 2001, dans un environnement international caractérisé par une décélération de la croissance économique mondiale, marquée elle même, par les événements du 11 septembre 2001. Les prévisions de croissance pour l'année 2001 étaient de 2,6% contre 4,7% en 2000.

En 2001, une reprise de l'activité économique était attendue dans l'Union, avec un taux de croissance du PIB de 2,3 % contre 1,0 % en 2000. Cette croissance fait suite au redressement des cours des matières premières, au repli des cours des

produits pétroliers, à une meilleure mobilisation des concours extérieurs et enfin à la stabilité du climat socio-politique dans les pays de l'UEMOA.

L'évolution de la conjoncture économique et financière au Mali durant le premier trimestre 2002, objet du présent rapport, résulte à la fois du contexte macro-économique et des retombées de l'environnement mondial sur l'économie nationale.

Le taux de croissance de l'économie malienne en 2002 est estimé après révision des comptes à 9,3% contre 1,5 % en 2001. Le déflateur du PIB passera de 9% en 2001 à 1,2% en 2002.

Les branches qui devront connaître les plus forts taux de croissance de prix (plus de 3%) seront :

- l'agriculture vivrière,
- l'agro-alimentaire- boisson- tabac,
- le textile,
- les branches manufacturières,
- l'électricité et l'eau,
- les services de transport et télécommunication et
- les services financiers.

Quant aux prix à l'importation, ils devront croître de 12%, tandis que les prix à l'exportation seront en baisse de 9% en mars 2002.

Parallèlement, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) pour le District de Bamako a été de 109,9 en 2002. L'évolution des prix à fin mars est donc en hausse de 1,4% par rapport à décembre 2001. En un an (décembre 2001 par rapport à décembre 2000) les prix ont augmenté de 6,3%.

En matière de finances publiques, le solde global, dons inclus et avant moratoire de paiement s'est établi à -18,5 milliards de Fcfa à fin mars 2002 contre -41,3 milliards prévus et -7,0 milliards réalisés une année plus tôt.

S'agissant des échanges avec l'extérieur, la balance commerciale dégage un déficit de 2,4 milliards de FCFA en 2001, contre 33,4 milliards en 2000. Au niveau de la balance courante (hors transferts officiels), le déficit en 2000 est de 181,2 milliards de F.CFA contre 230,0 milliards en 2001.

Sur la base des données provisoires arrêtées à fin mars 2002, l'évolution de la situation monétaire au cours du premier trimestre de 2002 est marquée par :

- une hausse des avoirs extérieurs nets (+13,8 %) ;
- une augmentation du crédit intérieur (+ 9,7 %) ;
- un accroissement de la masse monétaire (+12,0 %).

La position nette du Gouvernement est ressortie à -13,9 milliards de F CFA à fin mars 2001 contre -18,7 milliards de FCFA en décembre 2001, soit une détérioration de 4,9 milliards.

Au 31 mars 2002, l'encours de la dette publique à moyen et long terme est estimé à 1.817,1 milliards de F CFA dont : 1 328,9 milliards de F CFA au titre de la dette multilatérale et 488,2 milliards de FCFA pour la dette bilatérale .

Le service de la dette réglé avant allègement au 31 mars 2002 est estimé à 14,9 milliards de Francs CFA .

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

La situation économique mondiale en 2001 s'est caractérisée par un marasme généralisé avec un repli de l'investissement et un fléchissement général des demandes intérieures. La croissance dans les principaux pays industrialisés a connu une décélération¹ :

- ✓ l'économie américaine est entrée en récession au second semestre 2001 au deuxième trimestre 2001 le Japon est aussi entré en récession
- ✓ Dans la zone Euro on observe un ralentissement de l'activité économique en 2001.

Le taux de croissance mondial projeté pour l'année 2001 est de 2,6% contre 4,7 % en 2000. Ce taux est en retrait de 0,6 point par rapport aux dernières prévisions. Bien que l'amorce d'un redressement soit envisagée en début du premier semestre 2002, les perspectives augurent d'une croissance mondiale inférieure à 3,5 % pour l'année 2002.

Le ralentissement de la croissance s'est déroulé dans un contexte d'inflation modérée en liaison avec la faiblesse de la demande, le léger fléchissement des cours du pétrole sur le marché mondial et la persistance de la chute des matières premières en particulier, le coton, le café et le caoutchouc, qui sont les principaux produits d'exportation des Etats membres de l'UEMOA. S'agissant des conditions monétaires, elles sont marquées notamment depuis la crise américaine, par un assouplissement plus marqué visant à soutenir l'activité économique et la confiance des agents économiques. Les marchés des changes ont été caractérisés globalement par une relative stabilité du dollar par rapport aux autres monnaies.

1.1. Evolution de la croissance économique

Le ralentissement de l'activité économique très perceptible dans les pays industrialisés principalement au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, devrait s'étendre aux pays en développement.

Dans les économies avancées, la croissance économique en 2001 était projetée à 1,3 % contre 3,8 % en 2000. En 2002, un redressement devrait s'observer avec un taux de croissance de 2,1%. Pour les principaux pays, la situation se présente comme suit :

Aux Etats-Unis.

L'activité économique américaine a connu un fléchissement continu au cours de l'année 2001 avec le recul de l'investissement des entreprises au premier semestre et celui du PIB au second semestre. Les attentats du 11 septembre 2001 ont amplifié ce recul. La croissance du PIB américain se serait établie à environ 1% en 2001 et son acquis pour 2002 serait négatif (-0,3%)²..

Le ralentissement de l'activité économique est en rapport avec le repli de la croissance au niveau de la demande extérieure et de la consommation intérieure.

Au Japon

L'activité économique au Japon s'est contractée au cours de l'année 2001. La dégradation de l'environnement internationale a mis fin à la reprise amorcée en 1999. La production industrielle a dès le premier semestre donné le ton avec la baisse de la demande en produits NTIC et la chute des exportation liée au contexte international. Au second trimestre la consommation privée à son tour amorce un fort recul en liaison avec la détérioration du marché du travail. Le taux de chômage a en effet cru continuellement pour atteindre le niveau historique de 5,4% en octobre 2001. La dégradation de la consommation entraînerait une contraction de la croissance jusqu'en fin 2001. Ainsi sur l'ensemble de l'année 2001, la croissance pourrait se replier de 0,3%.

La zone Euro

Elle a connu également une décélération du rythme de croissance en 2001. Le taux de croissance serait de 1,6% en 2001. Cette évolution s'expliquerait essentiellement par le recul de la demande intérieure dont l'augmentation serait de

¹ Publication INSEE : « Eléments de Conjoncture Internationale, Décembre 2001 »

² Publication INSEE : « Eléments de Conjoncture Internationale », Décembre 2001; page 77

1,1 % en 2001 contre 2,8 % en 2000 ainsi que par la baisse du rythme de progression de la demande extérieure.

L'activité économique a ralenti au premier semestre 2001 à cause essentiellement du fléchissement de la demande des entreprises et de la dégradation accrue des perspectives à l'exportation.

Dans la seconde moitié de l'année, l'affaiblissement de la demande des ménages accentuerait le ralentissement de l'activité.

La France.

Malgré une progression de 0,3 % de son commerce extérieur, il était attendu en France une croissance économique de 2,0 % en 2001 contre 3,4 % en 2000, traduisant ainsi le ralentissement de la consommation et la progression non soutenue de la formation brute de capital fixe : 3,4 % en 2001 contre 6,2 % en 2000. Le même comportement devrait s'observer en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni avec des taux de croissance respectifs de 0,8 %, 1,8 % et 2,0 %.

L'Asie

En Asie, la croissance du PIB dans les nouvelles économies industrialisées connaît un fort ralentissement. Le taux de croissance serait de l'ordre de 1% en 2001 (Chine et Inde exclus) contre 6,5% l'année précédente . Le ralentissement est du d'une part, à une contraction de la demande extérieure adressée aux pays asiatiques en provenance des Etats Unies d'Amérique et d'Europe et d'autre part, à un fort ralentissement de la demande intérieure finale. On observe aussi une contraction de 2,5 % de la formation brute de capital fixe. Cette dernière est imputable aux incertitudes liées aux investissements notamment dans le domaine des nouvelles technologies. En 2002, un redressement est attendu. Le taux de croissance du PIB serait de 4,3 %. En Chine et en Inde, les taux de croissance seraient respectivement de 4,5 % et 3,1 % en 2001 ; 5,7 % et 4,5 % en 2002.

L'Amérique du sud

Après avoir enregistré une forte croissance en 2000, l'Amérique du Sud a connu un net coup d'arrêt de l'activité en 2001. Les exportations et la demande intérieure ont décéléré. La baisse des cours du pétrole et du prix des matières premières a produit des effets négatifs sur les économies du Venezuela du Chili et

du Mexique. Excepté le Mexique et le Chili, la politique monétaire s'est tendue dans un contexte de contagion lié à la crise argentine.

L'Afrique subsaharienne

L'activité économique serait à un taux de croissance de 2,7% soit un rythme comparable à celui de la croissance démographique. Les économies ont subi les effets de contraction de la demande mondiale ainsi que le repli de recettes d'exportations en rapport avec la baisse des cours des matières premières. La demande intérieure aurait souffert de l'accélération de l'inflation augmentée par de fortes dépenses publiques. La croissance au Nigeria serait de 3% en 2001 tandis qu'en Afrique du Sud elle est de 2,6%.

En zone franc, la croissance de l'ordre de 2,7% en 2001, est marquée par une grande hétérogénéité. Elle aurait été très forte en zone franc centrale grâce au dynamisme des investissements publics et privés.

Dans la zone franc ouest africaine en revanche, l'activité aurait souffert de la diminution des revenus issus de certaines cultures de rente et de la récession en Côte d'Ivoire.

1.2. Inflation et conditions monétaires

Les tensions inflationnistes de 2000 entretenues par la hausse du cours du baril de pétrole et le renchérissement du dollar américain, se sont relativement estompées en 2001. L'inflation se serait modérée dans toutes les zones grâce à la baisse des cours du baril.

Dans les pays en développement, un léger fléchissement serait enregistré. L'inflation serait de 5,9 % en 2001 contre 6,0 % en 2000. En Afrique, elle serait de 12,6 % en 2001 contre 13,6 % en 2000 et en Amérique du Sud de 6,2 % en 2001 contre 8,1 % en 2000. Cette situation s'expliquerait par le léger fléchissement du cours du baril de pétrole, la persistance de la détérioration des cours des matières premières et le ralentissement de la croissance économique mondiale.

Tableau 1 : Evolution des prix à la consommation

Années	1999	2000	2001	2002
Pays - Régions				
Pays industrialisés	1,4	2,3	2,4	1,7
Etats Unis	2,2	3,4	3,2	2,2
Union Européenne	1,4	2,3	2,6	1,8
Zone euro	1,2	2,4	2,7	1,7
Allemagne	0,7	2,1	2,5	1,3
France	0,6	1,8	1,8	1,1
Japon	-0,3	-0,6	-0,7	-0,7
Pays en développement	6,8	6,0	5,9	5,1
Afrique	11,5	13,6	12,6	8,0
dont H.A.M.O.S.	0,2	1,8	3,9	
Asie	2,5	1,9	2,8	3,3
Moyen-Orient et Europe Orientale	23,2	19,2	18,9	14,5
Hémisphère Ouest	8,8	8,1	6,2	4,9

Sources : World Economic Outlook, octobre 2001 – * UEMOA (novembre 2001)

En ce qui concerne les conditions monétaires, elles se sont globalement caractérisées par un assouplissement. Cette situation qui s'est traduite par des baisses successives des taux d'intérêt par les banques centrales américaine et européenne (la FED et la BCE) se justifie par la préoccupation de freiner le ralentissement projeté de l'économie mondiale. De nouvelles baisses de taux d'intérêt sont intervenues depuis les attentats du 11 septembre 2001. Elles visent à donner de la vigueur à la consommation et à l'investissement.

1.3. Marchés des changes

Une forte dépréciation du dollar reste possible car il pourrait y avoir une certaine défiance des marchés en l'absence d'amélioration du solde courant américain. Le financement du déficit courant américain qui a atteint 4 points de PIB en 2001 ne semble pas bien assuré.

L'euro connaît un léger accroissement par rapport au dollar à la fin de décembre 2001 ceci malgré les incertitudes engendrées par les perspectives de ralentissement de la croissance au niveau mondial et plus particulièrement aux Etats -Unis.

Quant au yen, son évolution à la baisse par rapport au dollar au cours du dernier semestre 2001, traduit la persistance du marasme économique au Japon.

1.4. Marchés des matières premières

Les cours des matières premières demeurent dans l'ensemble, en repli durant l'année 2001 (recul de plus de 6%). Cette évolution est liée au ralentissement de l'économie mondiale (baisse de la demande des industries des pays développés, abondance de l'offre) et à l'existence d'importants stocks de certains produits de base tels le coton et le café.

Le cacao

Le cours du cacao après avoir connu un redressement en début d'année suite à la baisse sensible de la production de la Côte d'Ivoire, pays assurant plus de 40 % de la production mondiale, s'est replié. Toutefois, sur les neuf premiers mois de l'année 2001, le cours est en hausse de 14,8 % par rapport au niveau moyen de l'année 2000. Les opérateurs internationaux restent attentifs aux discussions sur la méthode de commercialisation du cacao en Côte d'Ivoire.

Le café

L'échec des différentes tentatives de régulations des exportations continue de peser sur le cours du café qui connaît en 2001 une baisse moyenne d'au moins 22 % par rapport au cours de décembre 2000. En outre, les perspectives ne semblent pas prometteuses. La production de la campagne 2001-2002, devrait continuer à gonfler les stocks et à peser sur les cours.

Le coton

La persistance de stocks mondiaux élevés et la perspective de récoltes record pour la campagne 2001-2002, sous l'effet d'une hausse des surfaces plantées en Chine et aux Etats-Unis, ont provoqué une baisse des cours à partir de décembre 2000.

Au troisième trimestre 2001 les prix ont atteint un niveau bas correspondant à 39,6 % de repli par rapport à décembre 2000, soit le niveau le plus bas depuis 14 ans. A fin octobre, les cours ont été si faibles qu'ils étaient comparables à ceux d'il y a 40 ans. A court terme, aucun retournement de tendance n'est envisagé. Les prévisions du Comité Consultatif International du Coton indiquent un cours moyen de 57,2 cents la livre en moyenne en 2000-2001 et 46 cents en 2001-2002.

Le paradoxe du marché est que la forte et régulière baisse des cours ne relance pas la demande et la production atteint des niveaux de plus en plus élevés notamment en Afrique de l'Ouest.

Pour la campagne 2001-2002, la production s'élèverait à 20,9 millions pour une consommation de 19,9 millions de tonnes. Au début du troisième trimestre 2002, les stocks seraient de 9,5 millions de tonnes.

L'expansion de l'offre s'expliquerait par des éléments suivants :

- les progrès technologiques (dont le développement du coton OGM) ;
- l'aménagement de vastes et nouvelles superficies cotonnières au Brésil et en Turquie notamment ;
- les subventions gouvernementales aux planteurs dans certains pays ;
- l'augmentation des prix au producteur.

Des incertitudes et des inquiétudes persistent quant aux conséquences de certains facteurs sur les économies des pays africains dont les revenus dépendent fortement de l'or blanc comme le Bénin, le Burkina et le Mali. Ces facteurs sont : la baisse du cours du pétrole qui rendrait plus attractives les fibres synthétiques et une ouverture plus large du marché américain aux pays asiatiques au détriment des autres pays en développement.

Le caoutchouc

Après le dynamisme observé en 2000, suite au bon comportement du marché automobile, le marché de caoutchouc a connu un net recul en 2001. Ainsi la progression des cours de 6,3 % en 2000 a fait place à une dépréciation de 10 % en 2001. Ce retournement s'explique par plusieurs facteurs dont :

- la liquidation des stocks de l'Organisation Internationale de Caoutchouc en instance de dissolution ;
- les anticipations à la baisse de la demande à court terme ;
- l'acceptation des transactions à un cours très faible mais avantageux pour certains producteurs asiatiques.

Le pétrole

En 2001, l'OPEP a réduit à trois reprises ses quotas de production afin de maintenir les prix du baril dans la fourchette cible qu'elle s'était fixée (22-28 dollar US le baril). La situation globalement excédentaire du marché pétrolier de 2000 se serait donc prolongée en 2001.

Globalement, le prix du baril brut s'établirait en moyenne à 26,2 dollars en 2001, indiquant une baisse de 7,2 % par rapport à 2000.

L'or

Après des fluctuations au cours du premier semestre, le cours de l'or semble remonter à la fin du troisième trimestre 2001 à la faveur de la baisse des taux de la FED. Mais sur les neuf premiers mois, le prix moyen est en baisse de 5,2 % par rapport à la même période de 2000.

L'uranium

Le cours de l'uranium s'est redressé en 2001, sous l'effet d'une contraction de l'offre, conséquence d'une diminution des capacités de production. Le cours moyen sur les trois premiers trimestres de l'année est en hausse de 1,7 % par rapport au cours moyen de 2000.

Le phosphate

Le cours s'inscrit légèrement en hausse sur les huit premiers mois de 2001. En effet, en moyenne, il enregistre une progression de 1,2 % par rapport au cours moyen de 2000.

La noix de cajou

Le marché est très déprimé. Les prix n'ont cessé de baisser depuis le début de l'année. ils sont de 209,0 livres la tonne en septembre 2001 contre 518,3 en janvier 2001 et 592 en septembre 2000.

2. ANALYSE DE L'EVOLUTION RECENTE DE L'ECONOMIE MALIENNE

La campagne agricole 2001-2002 a marquée la fin de la crise cotonnière et la reprise de la croissance surtout dans les différentes branches de l'agriculture. D'autre part les activités liées à l'organisation de la CAN 2002 au Mali ainsi qu'à l'organisation des élections ont contribué dans une certaine mesure à relancer la consommation des ménages par le biais de distribution de nouveaux revenus et surtout par l'intensification des investissements. Ces effets conjugués devront avoir un impact positif sur l'activité économique et le taux de croissance en 2002.

2.1. EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LE SECTEUR REEL³

L'analyse de la conjoncture économique dans le secteur réel sera faite à partir de :

- la croissance du PIB ;
- l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC).

2.1.1. Croissance du PIB

La dernière révision des comptes a été effectuée en mars 2002 lors du passage du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale au Mali. Les prévisions initiales de croissance du PIB pour 2000 étaient de 4,3%. Après les dernières révisions, le taux de croissance réel et définitif du PIB s'est situé à 3,7%. Cette baisse est liée essentiellement au niveau des droits et taxes à l'importation qui baissent de 25,1% au lieu de 5,8% comme initialement prévu.

Cette baisse du niveau du PIB de 2001 se fera sentir sur le niveau de croissance de 2001 qui passera de ~1,3% à 1,5%. Par ailleurs, ce changement de tendance a été rendu possible par le relèvement du niveau de production d'or (croissance de 85,1% au lieu de 53,3%) et par une nette augmentation des productions industrielles par rapport aux prévisions initiales.

³ Source : DNSI : Comptes Economiques du Mali et Eléments de Conjoncture, mars 2002

En 2002, les prévisions de croissance sont plus optimistes. Une croissance réelle de **9,3% est attendue contre 7,0%** aux dernières estimations. Cette performance serait essentiellement due aux résultats de la campagne agricole 2001/2002 qui donne une croissance de l'agriculture vivrière de 16,5% contre 5,0% initialement et une croissance de l'agriculture industrielle de 102,4% contre 84,2%. Ainsi, la production de coton en 2001/2002 a été de 592.000 tonnes au lieu de 575.000 tonnes.

Au 1^{er} trimestre 2002, l'indice de la production industrielle a enregistré une croissance de 43,9% par rapport au trimestre précédent et 46,3% par rapport au 1^{er} trimestre 2001. Si l'indice de la production industrielle a connu une hausse dans presque toutes les branches au 1^{er} trimestre 2002, il est particulièrement élevé dans la branche textile avec 89,5% d'augmentation par rapport au trimestre précédent. Comparativement au 1^{er} trimestre 2001, cette augmentation est de 99,1%. Cette relance fait suite à la crise cotonnière de 2001. La reprise de l'activité dans la branche textile semble avoir donné un ballon d'oxygène à l'ensemble de l'activité industrielle.

2.1.2. Prix et Inflation:

L'évolution de l'indice des prix à la consommation à travers l'Indice Harmonisé des Prix à Bamako donne la tendance réelle des prix à la consommation des ménages. Le taux d'inflation annuel moyen est de **5,8% au mois de mars 2002**. L'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) est de 109,9 en fin mars 2002 à Bamako contre 108,4 en fin décembre 2001. **Les prix ont donc augmenté de 1,5% en un trimestre et de 6,3% en un an.**

La hausse du niveau de l'indice au mois de mars 2002 est due essentiellement à la hausse du prix:

- des viandes bovines et ovines dont les prix au kilogramme ont respectivement augmenté de 1,2% et 2,0% suite à l'augmentation du prix de l'aliment bétail (notamment le tourteau) d'une part et à la pression de la demande extérieure sur le marché local d'autre part.
- des fruits frais qui connaissent une croissance de 96,4% liée au caractère saisonnier de l'offre.

- et des matériaux de construction, notamment du voyage de sable (11,0%) et du sac de ciment (16,6%). La hausse du prix du ciment est liée au ralentissement de la rotation des camions de transport par suite des difficultés de déchargement du coton au niveau du port d'Abidjan.

2.2. FINANCES PUBLIQUES⁴

2.2.1. Recettes et dons

Les recettes totales à fin mars 2002 ont atteint 86,4 milliards de Fcfa contre 77,0 milliards prévus et 73,5 milliards réalisés une année plus tôt ; soit une hausse respective de 12,2% et 17,6%. La même tendance est observée au niveau des recettes fiscales, où les réalisations ont atteint 72,9 milliards de Fcfa contre une prévision de 66,2 milliards et 63,4 milliards réalisés en fin mars 2001 ; soit une hausse respective de 10,1% et 15,0%.

Les dons mobilisés à fin mars 2002 s'élèvent à 15,9 milliards. Ils ont légèrement augmenté de 1,9% par rapport aux prévisions et de 8,9% par rapport à fin mars 2001.

2.2.2. Dépenses

Les dépenses totales et prêts nets cumulées à fin mars 2002, sont ressorties à 120,8 milliards de Fcfa contre une prévision de 133,9 milliards et 95,1 milliards réalisés une année plus tôt ; soit respectivement une baisse de 9,8% et une hausse de 27,0%.

2.2.3. Déficit

Ainsi, avant moratoire et dons inclus, un déficit de 18,5 milliards a été dégagé en fin mars 2002 contre un déficit prévisionnel de 41,3 milliards et un déficit de 7,0 milliards réalisé en fin mars 2001.

2.2.4. Variation des arriérés et Ajustement base caisse

Les arriérés de paiement, totalement apurés en fin 1999 n'ont enregistré aucune accumulation. Cependant, au titre de la période complémentaire, 13,7 milliards ont été apurés.

Le solde base caisse s'est ainsi établi à -32,2 milliards contre -55,0 milliards prévus et -20,3 milliards réalisés une année plus tôt.

2.2.5. Financement

En fin mars 2002, l'apport consolidé des sources extérieures de financement a atteint 34,2 milliards en se situant au même niveau que les prévisions. Les réalisations de mars 2001 ont été dépassées de 11,0 %. L'essentiel de cette contribution provient des emprunts projets (20,1 milliards), des emprunts budgétaires (18 milliards) et du financement exceptionnel que constitue la réduction de la dette au titre de l'initiative PPTE (4,7 milliards). Les paiements au titre des amortissements (intervenant négativement) sont ressortis à 8,6 milliards contre 9,4 milliards attendus et 9,7 milliards remboursés une année plus tôt.

L'apport consolidé des sources internes de financement a été de -2,0 milliards en fin mars 2002 contre -6,9 milliards prévus et -10,5 milliards réalisés en fin mars 2001.

Aucun tirage n'a été effectué au titre de la FRPC, comme en mars 2001, mais 1,9 milliards ont été remboursés aux bailleurs du PAS, soit un flux négatif au détriment du Mali à hauteur des remboursements.

Le recours exceptionnel au financement monétaire s'élevant à 23,2 milliards, effectué en 2001, justifié par des dépenses relatives à l'organisation de la CAN 2002, n'a pas été apuré.

⁴ Source : DNTCP : Tableau des Opérations Financières de l'Etat (TOFE)

2.3.COMMERCE EXTERIEUR

2.3.1. Importations

2.3.1.1. Au titre du 1^{er} Trimestre 2002

Tableau n°2 Evolution comparative des importations (Poids : en tonnes Valeur : en Millions F CFA)

Périodes	Réf.	Produits Pétroliers	Produits non Pétroliers	Total
1 ^{er} Trimestre 2002 (a)	Poids	134 387,1	349 467,3	483 854,8
	Valeur	26 755,1	121 146,5	147 901,6
	Droits	18 706,8	26 603,1	45 309,9
4 ^{ème} Trimestre 2001 (b)	Poids	123 044,2	359 994,3	483 038,5
	Valeur	27 347,5	139 515,1	166 862,6
	Droits	15 907,3	31 811,4	47 718,7
1 ^{er} Trimestre 2001 (c)	Poids	136 979,1	286 038,5	423 017,6
	Valeur	34 818,0	110 781,0	145 599,0
	Droits	10 450,7	21 244,5	31 695,2
Taux Progression (a/b) %	Poids	+9,2 %	-2,9 %	+0,2 %
	Valeur	-2,2 %	-13,2 %	-11,4 %
	Droits	+17,6 %	-16,4 %	-5,0 %
Taux Progression (a/c) %	Poids	-1,9 %	+22,2 %	+14,4 %
	Valeur	-23,6 %	+9,3 %	+1,6 %
	Droits	+79,0 %	+25,2 %	+42,9 %

Au titre du premier trimestre 2002, les importations au cordon douanier se chiffrent à 147,9 Milliards F CFA pour un volume de 483.854,8 tonnes, avec des droits et taxes de 45,3 Milliards F CFA.

L'analyse de la structure des importations du premier trimestre 2002 indique la prépondérance des hydrocarbures pour une valeur de 26,7 Milliards F CFA, soit 18,1 % des importations du trimestre.

Les matériels-appareils-équipements ont été importés pour un volume de 8327,9 tonnes, évalué à 26,1 Milliards F CFA, soit un taux de participation de 17,6 % en terme de valeur.

Les produits pharmaceutiques ont été importés pour un volume de 1.882,2 tonnes, avec une valeur de 11, 2 Milliards F CFA, soit un taux de participation de 7,6 %.

Les importations de véhicules ont suivi pour un volume de 9324,3 tonnes, avec une valeur de 10,9 Milliards F CFA, soit un taux de participation de 7,4 %.

2.3.1.2. Analyse comparative

2.3.1.2.1. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2001

Par rapport au quatrième trimestre 2001, les importations enregistrées au cours du premier trimestre 2002 ont connu une tendance à la baisse en valeur et au niveau des droits et taxes, avec des taux de régression respectifs de 11,3% et 5,0%.

Quant au volume, on note une légère hausse, soit un taux de progression de 0,1%. La tendance à la baisse par rapport au 4^{ème} trimestre 2001 est beaucoup plus sensible sur les produits non pétroliers avec des taux de régression de 16,4% par rapport aux droits et taxes, 13,2% au niveau des valeurs et 3,0% au niveau du volume.

En valeur, les produits ayant connu une baisse au cours du trimestre sous étude par rapport au trimestre précédent sont les suivants :

- les produits pétroliers : de 27,3 Milliards F CFA à 26,7 Milliards F CFA ;
- les fer, fonte et acier : de 9,2 Milliards F CFA à 6,1 Milliards F CFA.
- les matériels-appareils-équipements : de 45,5 Milliards F CFA à 26,1 Milliards F CFA.

Les véhicules ont connu une hausse au cours du trimestre sous étude en valeur par rapport au trimestre précédent en passant de 10,5 Milliards F CFA à 10,9 Milliards F CFA.

2.3.1.2.2. Par rapport au 1^{er} trimestre 2001 :

Par rapport au premier trimestre 2001, les importations du trimestre sous étude ont augmenté en volume en passant de 423.017,6 tonnes à 483.854,8 tonnes et de 145,6 Milliards F CFA à 147,9 Milliards F CFA en valeur, soit des taux de progression respectifs de 14,4% et 1,5% .

Cette légère augmentation s'explique essentiellement par la croissance des importations de produits non pétroliers.

Les produits ayant connu une hausse au cours du trimestre sous étude par rapport au premier trimestre de 2001 en valeur, demeurent :

- les matériels, appareils et équipements : de 22,5 Milliards F CFA à 26,1 Milliards F CFA ;
- les véhicules : de 10,4 Milliards F CFA à 10,9 Milliards F CFA ;
- les produits pharmaceutiques : de 9,4 Milliards F CFA à 11,2 Milliards F CFA ;
- les ciments : de 8,6 Milliards F CFA à 9,3 Milliards F CFA ;
- les engrais : de 1,2 Milliards F CFA à 8,6 Milliards F CFA.

Les produits ayant enregistré une baisse au cours du trimestre sous étude par rapport au premier trimestre de 2001 sont :

- les produits pétroliers : de 34,8 Milliards F CFA à 26,7 Milliards F CFA ;
- les fer, fonte et acier : de 9,4 Milliards F CFA à 6,1 Milliards F CFA ;

2.3.1.2.3. Au titre de l'année 2001 :

En 2000, les importations CAF ont atteint une valeur de 654,983 milliards F CFA pour un volume de 1.953,7 tonnes. Elles ont accusé une valeur mensuelle de 54,6 milliards F CFA, pour un volume mensuel de 162.812,0 tonnes.

L'analyse de la structure des importations en 2001 fait apparaître que les hydrocarbures ont été enregistrés pour une valeur de 129,608 milliards F CFA, soit un taux de participation de 19,8 % contre 22,9 % en 2000.

De même les quantités relatives aux importations d'hydrocarbures s'élèvent à 534.993,2 tonnes, soit 27,38 % des quantités globales annuelles.

Les marchandises solides ont été représentées pour une valeur de 525,4 milliards F CFA, soit 80,21 % de la valeur annuelle. Les quantités relatives aux importations de marchandises solides se chiffrent à 1.418.781,27 tonnes, soit un taux de participation de 72,62 %.

Par rapport aux importations de 2000, celles enregistrées en 2001 sont en nette progression.

Les quantités et les valeurs relatives aux importations enregistrées en 2001 dépassent celles de l'année précédente respectivement de 248.823,9 tonnes (14,59%) et de 151,4 milliards F CFA (30,08%).

2.3.2. Exportations⁵

Tableau n°3 : Evolution des exportations au 1^{er} trimestre 2002
(En Milliards de F CFA)

Période Produit	1 ^{er} Trim. 2001	4 ^{ème} Trim. 2001	1 ^{er} Trim. 2002	Variation 1 ^{er} Trim. 2002 par rapport au 1 ^{er} Trim. 2001 (en %)
Coton	13,32	5,76	17,65	+32,50
Bétail	25,56	11,53	12,70	-50,31
Or	66,44	96,91	78,59	+18,28
Cuir et Peaux	0,84	0,82	1,45	-72,61
Fruits et Légumes	1,09	0,49	2,17	-99,08
Céréales	0,45	1,11	0,21	-53,33
Divers	1,72	2,31	3,20	+86,04
Total	109,42	118,93	115,97	+5,98

Source : DNCC-DGRC-CMDT-DNGM.

Tableau n°4 : Exportations annuelles pour 2000 et 2001
(En Milliards de F CFA)

Période Produit	2000	2001	Variation (en %)
Coton	107,72	59,36	-44,89
Bétail	74,23	65,50	-11,76
Or	184,08	309,69	+68,23
Cuir et Peaux	5,73	3,67	-35,95
Fruits et Légumes	2,84	3,51	+23,59
Céréales	1,69	4,10	+142,60
Divers	7,38	9,29	+25,88
Total	383,67	455,12	+18,62

Source : DNCC-DGRC-CMDT-DNGM.

⁵ les chiffres du coton, du bétail et de l'or sont des réalisations ; alors que les chiffres des exportations pour les

Il apparaît que quatre produits connaissent une variation positive tandis que les autres sont en baisse. Le résultat global de la variation des exportations (+18,62 %) se révèle encourageant malgré l'existence d'une conjoncture difficile pour le coton en 2001.

2.3.3. Echanges Intra-communautaires *

Lors de son adhésion à l'UEMOA, l'un des objectifs visés par le Mali était de faire en sorte que son économie puisse jouir de la plénitude des avantages découlant de la création du marché commun.

L'analyse des échanges intra-communautaires se fera à travers les statistiques douanières des importations et des exportations au titre du 1^{er} trimestre 2002 par rapport au premier trimestre 2001 et le quatrième trimestre 2001.

2.3.3.1. Importations en provenance de l'Union

Au titre du premier trimestre 2002, les importations du Mali en provenance de l'UEMOA se chiffrent à 64,1 Milliards F CFA, pour un volume de 406.161,9 tonnes. Elles représentent 43,36 % des importations totales du pays, en terme valeur.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal ont été les principaux pays fournisseurs du Mali pendant le trimestre avec des taux respectifs de 71,82 % et 18,49 %.

Les principaux produits importés au cours du trimestre sous étude ont été les produits pétroliers, le ciment, le sucre et les préparations alimentaires.

De l'analyse comparative des importations du 1^{er} trimestre 2002 par rapport au 1^{er} trimestre 2001 et au 4^{ème} trimestre 2001 on note :

- en terme de valeur, une croissance des importations en provenance de l'Union, au cours du 1^{er} trimestre 2002 par rapport au 4^{ème} trimestre 2001 et au 1^{er} trimestre 2001, avec des taux de progression respectifs de 36,47 % et 22,42 %.

autres produits sont des intentions.

* source: Douane

Ces différentes progressions s'expliquent essentiellement par l'augmentation des importations en provenance du Sénégal, et de la Côte d'Ivoire.

- les importations en provenance de l'Union ont été effectuées dans un rapport de 43,36 % au 1^{er} trimestre 2002, 28,16 % au 4^{ème} trimestre 2001 et 35,98 % au 1^{er} trimestre 2001, par rapport aux importations globales du pays pour les mêmes périodes.

Situation comparative des importations du Mali en provenance des pays membres de l'UEMOA										
premier trimestre 2002 par rapport au quatrième trimestre 2001 et premier trimestre 2001										
Périodes	1 ^{er} Trimestre 2002		4 ^{ème} Trimestre 2001		1 ^{er} Trimestre 2001		Taux de Progression			
Pays Réf.	Poids (a ₁)	Valeur (b ₁)	Poids (a ₂)	Valeur (b ₂)	Poids (a ₃)	Valeur (b ₃)	(a ₁ /a ₂)	(b ₁ /b ₂)	(a ₁ /a ₃)	(b ₁ /b ₃)
Côte d'Ivoire (1)	295 218,8	46 064,6	211 811,1	33 687,4	222 798,6	36 835,4	39,4%	36,7%	32,5%	25,1%
Sénégal (2)	83 340,4	11 862,4	54 306,4	6 819,8	45 762,3	7 817,5	53,5%	73,9%	82,1%	51,7%
Burkina (3)	1 642,2	570,7	3 043,7	1 138,9	3 559,9	1 072,6	-46,0%	-49,9%	-53,9%	-46,8%
Niger (4)	115,2	52,8	168,5	95,9			-31,6%	-44,9%		
Togo (5)	19 736,8	4 228,5	11 894,5	2 797,9	20 599,0	5 992,1	65,9%	51,1%	-4,2%	-29,4%
Bénin (6)	6 108,5	1 359,1	10 164,9	2 459,0	2 421,3	673,2	-39,9%	-44,7%	152,3%	101,9%
Total (7)	408 161,9	64 138,1	291 389,1	46 998,9	295 141,1	52 390,8	39,4%	36,5%	37,5%	22,4%
Importations globales (8)	483 854,8	147 904,8	483 038,5	166 862,6	423 017,6	145 599,0	0,2%	-11,4%	14,4%	1,6%
Ratios (1/7)	72,7%	71,8%	72,7%	7,7%	72,5%	70,3%				
Ratios (2/7)	20,5%	18,5%	18,6%	14,5%	15,5%	14,9%				
Ratios (3/7)	0,4%	0,9%	1,0%	2,4%	1,2%	2,0%				
Ratios (4/7)	0,0%	0,1%	0,1%	0,2%	0,0%	0,0%				
Ratios (5/7)	4,9%	6,6%	4,1%	6,0%	7,0%	11,4%				
Ratios (6/7)	1,5%	2,1%	3,5%	5,2%	0,6%	1,3%				
Ratios (7/8)	83,9%	43,4%	60,3%	28,2%	69,8%	36,0%				

Source: DGD

Poids : En tonnes

Valeur : En Millions F CFA

2.3.3.2. Exportations à destination de l'Union

Au titre du premier trimestre 2002, les exportations du Mali à destination de l'UEMOA, se chiffrent à 46.5 Milliards F CFA, pour un volume de 14975,7 tonnes. Ces exportations représentent 25,3 % des exportations globales du trimestre en valeur.

L'essentiel des exportations intra-communautaires a été effectué avec le Sénégal (94,4%) .

De l'analyse comparative des exportations du 1^{er} trimestre 2002 par rapport au 4^{ème} trimestre 2001 et au 1^{er} trimestre 2001 on note que :

- les exportations du Mali à destination de l'Union au cours du trimestre sous étude, ont connu une nette progression par rapport au 4^{ème} trimestre 2001(1464,5%) et au 1^{er} trimestre 2001 (408,1%) .

Cette nette progression s'explique par la croissance des exportations sur le Sénégal et le Togo.

La même tendance est observée sur l'évolution des exportations globales du pays sur la période avec des taux de progression respectifs de 180,4% et 86,1%.

Tableau N° 5: Situation comparative des exportations du Mali vers les pays membres de l'UEMOA

Périodes	Valeur : En Millions F CFA			Poids : En tonnes			Taux de Progression		
	1 ^{er} Trimestre 2002		4 ^{ème} Trimestre 2001		1 ^{er} Trimestre 2001		(a ₁ /a ₂)	(b ₁ /b ₂)	(a ₁ /a ₃)
Pays	Poids (a ₁)	Valeur (b ₁)	Poids (a ₂)	Valeur (b ₂)	Poids (a ₃)	Valeur (b ₃)			
Réf.									
Côte d'Ivoire (1)	9 782,8	2 183,9	9 145,3	2 067,9	37 269,7	5 851,2	6,97%	5,61%	-73,75%
Sénégal (2)	4 461,9	43 961,5	326,8	267,2	4 115,0	2 861,1	1265,33%	16352,66%	8,43%
Burkina (3)	593,4	358,5	1 168,4	506,7	2 797,1	294,0	-49,21%	-29,25%	-78,79%
Niger (4)	99,3	19,9	730,8	131,8	4 313,0	151,8	-86,52%	-84,90%	-97,70%
Togo (5)	38,3	12,0	12,0	0,9	0,0	0,0	219,17%	1233,33%	
Bénin (6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00%		
Total (7)	14 975,7	46 535,8	11 389,3	2 974,5	48 494,8	9 158,1	31,49%	1464,49%	-69,12%
Exportation s globales (8)	16 992,5	183 720,5	17 678,7	65 513,0	50 693,1	98 721,8	-3,88%	180,43%	-68,48%
Ratios (1/7)	65,3%	4,7%	80,3%	69,5%	76,9%	63,9%			
Ratios (2/7)	29,8%	94,5%	2,9%	9,0%	8,5%	31,2%			
Ratios (3/7)	4,0%	0,8%	10,3%	17,0%	5,6%	3,2%			
Ratios (4/7)	0,7%	0,0%	6,5%	4,4%	8,9%	1,7%			
Ratios (5/7)	0,3%	0,0%	0,1%	0,0%	0,0%	0,0%			
Ratios (6/7)	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%			
Ratios (7/8)	88,1%	25,3%	64,4%	4,5%	95,7%	9,3%			

2.4. BALANCE DES PAIEMENTS⁶

L'évolution des paiements extérieurs du Mali en 2001 a été marquée par :

- l'effondrement de la production de coton ;
- la forte augmentation des exportations d'or, dans un contexte de faiblesse persistante des cours mondiaux ;
- l'augmentation sensible de la facture pétrolière consécutive au relèvement du cours mondial et à l'accroissement des volumes lié à l'évolution de l'activité minière.

Dans ces conditions, il a été noté une accentuation du déficit du compte des transactions courantes, hors transferts officiels, qui est passé de 181,2 milliards de FCFA à 230,0 milliards de FCFA entre 2000 et 2001, soit une hausse de 26,9 %.

En 2001, le niveau des exportations enregistré est de 530,4 milliards de francs CFA, soit une hausse de 36,7 % par rapport à 2000. L'évolution des exportations entre 2000 et 2001 a été marquée par :

- une forte baisse des exportations de coton-fibre (-20,5 milliards de FCFA ou -25,6 %), du fait des effets du boycott de la culture par une partie des paysans ;
- une forte augmentation des exportations d'or (+164,4 milliards de FCFA ou + 86,8 %), du fait de l'entrée en production de la mine de Yatela et d'un accroissement important de la production de celle de Morila qui occupe désormais le premier rang dans le secteur.

En valeur FOB, les importations se sont établies à 532,9 milliards de FCFA en 2001, soit une progression de 111,4 milliards de FCFA ou 26,4 %. Cette progression notable des importations découle principalement de la forte hausse constatée au niveau des biens d'équipement (+ 83,0 milliards de FCFA) et de l'augmentation des importations de produits pétroliers (12,9 milliards de FCFA), en relation avec

⁶ Sources : BCEAO/MALI

l'évolution de l'activité minière. L'évolution observée au niveau des biens d'équipement est en relation avec le dynamisme du secteur minier et les travaux de réalisation d'infrastructures liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de football au Mali en 2002. S'agissant de la hausse des importations de produits alimentaires (+ 23,3 %), elle s'explique par le déficit céréalier enregistré à l'issue de la campagne agricole 2000/2001.

Par ailleurs, il convient de noter un accroissement des importations de produits intermédiaires de 13,9 milliards, en relation avec le dynamisme de l'activité minière.

La balance commerciale a dégagé ainsi un déficit de 2,4 milliards de FCFA en 2001 contre 33,4 milliards en 2000.

Suivant l'accroissement des importations et l'importance du poids du fret, le déficit de la balance des services s'est établi à 212,4 milliards de FCFA, contre 167,9 milliards de FCFA en 2000, soit une détérioration de 26,5 %.

En 2001, on a enregistré un montant de transferts de capital de 72,8 milliards de FCFA, soit un accroissement de 0,5 milliard de FCFA ou 0,6 %. Ces transferts ont été destinés au financement des projets d'investissement inscrits au Budget Spécial d'Investissement dans le cadre du programme triennal d'investissement 2002-2004. Aux termes de cette année, l'excédent du compte d'opérations financières est ressorti à 192,2 milliards de FCFA, en augmentation de 4,5 % par rapport à 2000, en liaison notamment avec la hausse des investissements directs de l'étranger dans l'économie d'un montant de 3,3 milliards de F CFA.

S'agissant du financement exceptionnel, les flux de ressources réalisés cette année au titre de l'Initiative de réduction de dette en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTe) se sont chiffrés à 23,1 milliards de FCFA, contre 2,6 milliards de FCFA en 2000.

Au total, la balance des paiements est ressorti excédentaire de 30,6 milliards de FCFA en 2001, contre un excédent de 70,8 milliards de FCFA (incluant 14,6 milliards pour l'ajustement de réévaluation en relation avec la forte dépréciation de l'euro).

2.5. ANALYSE DE LA SITUATION MONETAIRE⁷

Sur la base des données provisoires arrêtées à fin mars 2002, l'évolution de la situation monétaire au cours du premier trimestre de 2002 est marquée par :

- une hausse des avoirs extérieurs nets (+13,8 %) ;
- une augmentation du crédit intérieur (+ 9,7 %) ;
- un accroissement de la masse monétaire (+12,0 %).

2.5.1. Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires, en s'établissant à 225,5 milliards à fin mars 2002 contre 198,3 milliards de F CFA à fin décembre 2001, ont connu une hausse de 27,3 milliards de F CFA ou +13,8 %. Cette évolution est essentiellement imputable à la progression des avoirs extérieurs de la BCEAO (+ 48,5 %), en liaison avec les tirages effectués par la Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (CMDT) sur des banques européennes dans le cadre du financement de la campagne de commercialisation du coton.

La position extérieure nette des banques, pour sa part, s'est contractée, en passant de 82,7 milliards de F CFA à 53,9 milliards, du fait du dénouement de certains prêts interbancaires.

2.5.2. Crédit intérieur

Entre fin décembre 2001 et fin mars 2002, le crédit intérieur a augmenté de 30,9 milliards de F CFA ou 9,7 %.

Cette évolution s'explique, d'une part, par la hausse de 26,1 milliards de F CFA des crédits à l'économie et, d'autre part, par la dégradation de 4,9 milliards de F CFA de la position nette du gouvernement.

⁷ Source: BCEAO - Mali

✓ **Crédits à l'économie**

L'encours des crédits à l'économie a enregistré, par rapport à fin décembre 2001, une augmentation de 26,1 milliards de F CFA ou + 7,7 %, en s'établissant à 364,5 milliards de F CFA au 31 mars 2002. Cette hausse résulte essentiellement de la mise en place des crédits de campagne.

✓ **Position Nette du Gouvernement**

La position créditrice nette du gouvernement est ressortie à - 13,9 milliards de F CFA à fin mars 2002 contre - 18,7 milliards de F CFA trois mois auparavant, soit une détérioration de 4,9 milliards de F CFA, en liaison essentiellement avec une diminution des dépôts publics, auprès de l'Institut d'Emission et des banques, de 6,2 milliards de F CFA ou (- 31,5 %).

Tableau n° 6 : Position nette du gouvernement (unité : en millions de F CFA)

	mars-01	déc- 01 prov	mars- 02 prov.	Variation T/T-1 (en %)	Variation T/T-4 (en %)
Créances/Bque Centrale	30 948	26 876	22 195	-17,4	-28,3
Encaisse CFA	6 011	7 161	8 719	21,8	45,1
Dépôts	24 937	19 715	13 476	-31,6	-46,0
Créances sur Banques Comm.	126 028	159 231	152 905	-4,0	21,3
Créances sur Part. & Ent. (O.C)	1 201	1 281	1 639	27,9	36,5
TOTAL CRÉANCES	158 187	187 388	175 739	-5,7	11,7
Concours Bque Centrale	106 815	135 929	133 599	-1,7	25,1
BCEAO (avance statutaire)	0	23 235	23 235	0,0	0,0
BCEAO (Titres d'Etat repris)	2 850	2 600	2 200	-15,4	-22,8
Autres Concours	103 965	110 094	108 164	-1,8	4,0
Utilisation Ressources du FMI	103 965	110 094	108 164	-1,8	4,0
Concours Banques Comm.	19 059	32 714	29 262	-10,6	53,5
Dépôts part. & entreprises en CCP	0	0	0	0,0	0,0
TOTAL DETTES	125 874	168 643	162 861	-3,4	29,4
POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT	32 313	18 745	12 878	-26,0	-57,0
BCEAO					

Source : BCEAO

2.5.3. Masse Monétaire

Entre fin décembre 2001 et fin mars 2002, la masse monétaire s'est inscrite en hausse de 58,4 milliards de F CFA ou 12,0 % en se fixant à 545,6 milliards à fin mars 2002. Cette évolution s'est traduite, au niveau de ses composantes, par une

augmentation de la circulation fiduciaire (23,9 milliards de F CFA ou 13,3 %), et par celle des dépôts en banque (34,5 milliards de F CFA ou 11,2 %).

Tableau n° 7 : Situation des institutions monétaires

unité : en millions de FCFA

	mars-01	déc-01	mars.-02 prov.	Variation T/T-1 (en %)	Variation T/T-4 (en %)
Avoirs extérieurs et dépôts	176 753	199 254	225 545	13,3	27,6
BCEAO	106 429	115 579	171 684	48,5	61,3
Trésor	0	0	0	-	-
Banques	70 334	82 685	53 861	-34,9	-23,4
Crédits intérieurs	273 895	319 716	350 651	9,3	28,0
PNG	-32 303	-18 745	-13 878	-26,0	-57,0
Crédits à l'économie	306 198	338 461	364 529	7,7	19,1
Campagne	1 339	10 047	31 959	218,1	2 286,8
Autres (ordinaires + obl.caut.)	304 859	328 414	332 570	1,3	9,1
<i>Dont : oblig. Caution.</i>	1 201	1 281	1 639	27,9	36,5
<i>Douteux et litigieux</i>	25 858	25 289	27 217	7,6	5,3
ACTIF = PASSIF	450 659	517 980	576 196	11,2	27,9
Masse monétaire	439 695	487 223	545 646	11,9	24,1
Circulation fiduciaire	144 637	179 046	202 941	13,3	40,3
Dépôts en CCP	0	0	0	-	-
Dépôts en banques	295 054	308 197	342 705	11,2	16,1
Sté d'Etat & EPIC	22 250	27 342	23 286	-14,8	4,7
Particuliers & entreprises privées	272 804	280 855	319 419	13,7	17,1
Autres	10 365	19 130	30 550	57,5	178,5

2.5.4. Intervention de la Banque Centrale

✓ Concours aux banques

Au cours de la période sous revue, aucune banque n'a eu recours au refinancement de la Banque Centrale.

✓ Concours à l'Etat

A fin mars 2002, le niveau de l'avance statutaire, au titre de l'article 16, était de 23,2 milliards de F CFA, soit le même niveau qu'en décembre 2001.

A fin mars 2002, le montant des titres d'Etat qui figurent dans le portefeuille de la Banque Centrale a diminué de 0,4 milliard de F CFA ou 15,4 % par rapport à son niveau de fin décembre 2001 qui ressortait à 2,2 milliards de F CFA.

2.6. SITUATION DE LA DETTE EXTERIEURE AU 31 MARS 2002

En 31 mars 2002, l'encours de la dette publique à moyen et long termes avant allègement est estimé à 1817,1 milliards de F.CFA dont 1328,9 milliards de F.CFA au titre de la dette multilatérale (soit environ 73,1%) et 488,2 milliards de F.CFA pour la dette bilatérale (soit environ 26,9%).

En tenant compte de l'allègement, l'encours est estimé à 1765,6 milliards de F.CFA dont 1277,3 milliards de F.CFA au titre de la dette multilatérale (soit environ 72,3%) et 488,2 milliards de F.CFA pour la dette bilatérale (soit environ 27,7%).

Le service de la dette réglé avant allègement au 31 mars 2002 est estimé à 14,9 milliards de Francs CFA (dont: principal = 11,5 milliards de Francs CFA et intérêts = 3,4 milliards de francs CFA). Après allègement, le service réglé est estimé à 10,3 milliards de FCFA (dont principal = 7,8 milliards de FCFA et intérêt = 2,5 milliards de FCFA).

Notons qu'en fin mars 2002, il n'y a pas de montant rééchelonné, de service sous moratoire et aucun arriéré au titre du service de la dette extérieure du Mali. Ainsi le critère de non accumulation d'arriérés a été respecté.

Le Mali poursuit ses efforts de maîtrise de l'endettement. Il ne contracte aucune dette extérieure dont l'élément "don" est inférieur à 35%. Il faut noter cependant que malgré la concessionnalité, l'encours reste élevé à cause de la dette multilatérale.

L'allègement de la dette du Mali, qui a été approuvé par le Conseil d'Administration du FMI du 06 septembre 2000 et par celui de la Banque Mondiale du 07 septembre 2000, est entrain de se concrétiser avec la signature des accords avec la Banque Mondiale et le Club de Paris, la BAD/FAD et la BOAD et le Fonds de l'OPEP. La Banque Mondiale a annulé 14 prêts pour un montant de 50 milliards de FCFA. La signature des accords avec les autres bailleurs est attendue.

3. SURVEILLANCE MULTILATERALE

3.1. CONVERGENCE REELLE

3.1.1. Croissance économique

Depuis la dévaluation, le Mali ne cesse d'enregistrer des résultats encourageants en matière de croissance économique réelle, malgré les difficultés conjoncturelles de 2001.

Ainsi, le taux annuel moyen de croissance du PIB à prix constant est estimé à 5,5 % environ entre 1995 et 2002. Mieux, depuis 1995, le taux d'accroissement de la richesse nationale demeure supérieur au taux de croissance démographique (estimé à 2,5%). Il en résulte une augmentation régulière du PIB à prix courant par habitant qui est ainsi passé de 110.700 F CFA en 1994 à 174200 F CFA en 2000. Il devrait atteindre 204.904 F.CFA en 2002.

3.1.2. Investissement

Cette croissance économique est soutenue par un important effort d'épargne et d'investissements publics. En effet, sur la période 1994-2002, le taux d'investissement moyen annuel est estimé à 21,5% du PIB. Mais, on constate une légère décélération du niveau de ces taux à partir de 1996 du fait d'une augmentation plus faible des investissements privés par rapport à la croissance du PIB. Le taux d'investissement devrait se situer autour de 20,3%. Il convient donc de le maintenir à un niveau relativement élevé afin de soutenir la dynamique de croissance.

3.1.3. Production

Le Mali est un pays à économie essentiellement agropastorale. Mais, il dispose aussi d'un sous-sol potentiellement riche.

La production céréalière demeure largement tributaire des aléas climatiques. Ainsi, elle est passée de 2,20 millions de tonnes durant la bonne campagne 1994-1995 à 2,37 millions de tonnes en 2000-2001. Pour la campagne 2001-2002, la

production vivrière a connu une hausse de 16,5%, suite à la bonne pluviométrie et à une plus grande maîtrise des terres irriguées de l'Office du Niger pour la production de riz .

La production de coton - graine commercialisé a régulièrement augmenté durant la même période passant de 293.757 tonnes en 1994-1995 à 473.800 tonnes en 1999-2000. Le recul constaté en 2000-2001, a été vite surmonté en 2001-2002 avec une production record de 592.000 tonnes, soit une augmentation de 102,4%. Cette relance a été rendue possible suite à l'augmentation du prix producteur du coton lors de la campagne agricole (200 F.CFA) et à l'entente qui s'est instaurée entre les producteurs, la CMDT et le Gouvernement du Mali, à travers le programme de restructuration de la CMDT en cours.

Quant au cheptel, les effectifs des bovins, ovins/caprins sont en progression durant ces différentes campagnes. Cependant, les exportations d'animaux vivants du Mali vers les autres pays de l'UEMOA (Côte-d'Ivoire, Sénégal, Togo,...) et de l'Afrique (Ghana, Algérie,...) ont baissé ces dernières années.

La production d'or qui était de 25,3 tonnes en 1999, a atteint 53,6 tonnes en 2001 avec l'ouverture des mines d'or de Yatela et de Morila . Il est attendu un léger fléchissement de la production d'or en 2002 avec une prévision de production de 48,6 tonnes.

3.1.4. Echanges extérieurs

La politique commerciale actuellement suivie par le Mali vise à améliorer progressivement le taux de couverture des importations par les exportations grâce au développement des filières, à la diversification et à l'encouragement des créneaux d'exportation où le pays dispose d'avantages comparatifs certains. L'objectif est de parvenir à terme à un solde soutenable de la balance des paiements courants.

Ainsi, le taux de couverture des importations CAF par les exportations FOB s'améliore nettement depuis 1994. De 50,6% en 1994 ce taux atteint 99,6% en 1998 et 94,3% en 1999. Parallèlement, la balance commerciale dégage un déficit de 1,2 milliards et 21,2 milliards pour les années 1998 et 1999 respectivement. Le déficit est estimé à 33,4 milliards en 2000 avec une prévision de 2,4 milliards en 2001.

En matière d'exportations, si les pays voisins de l'Union constituent les principales destinations pour les céréales et les animaux vivants, l'essentiel des échanges de coton, d'or, de peaux et cuirs, de légumes et fruits, s'effectue hors de l'Union.

3.2. CONVERGENCE NOMINALE

En fin mars 2002, les critères de convergence « budgétaire » ayant une signification au cours d'un trimestre, sont assortis dans le tableau ci-après :

Tableau n°8 : Critères de Convergence

	Normes	Réalizations mars 2001 (provisoire)	Réalizations mars 2002	
			Prévisions	Réalisations
Variation arriérés extérieurs	≤ 0	0,0	0,0	0,0
Variation arriérés intérieurs	≤ 0	0,0	0,0	0,0
(Masse salariale) sur (recettes fiscales)	$\leq 35 \%$	29,3%	33,8%	28,4%
(Invest. en ressourc. Internes) sur (recettes fiscales)	$\geq 20 \%$	16,1%	22,2%	22,4%
Taux d'inflation	$\leq 3\%$	---	---	5,8%

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

L'Afrique en général et les pays de l'UEMOA en particulier, doivent envisager et consolider les réformes et mesures de politique économique qui leur permettront de mieux s'insérer dans le processus actuel de globalisation.

Pour le cas du Mali, la croissance estimée est de 1,5 % en 2001 . Pour l'année 2002 les prévisions de taux de croissance sont de l'ordre de 9,3%. Cette croissance devrait se traduire au niveau macro-économique par :

- ✓ l'assainissement et la restructuration en profondeur des filières agricoles et des entreprises publiques, au regard de l'ampleur des déséquilibres relevés en 2001 ;
- ✓ l'atténuation des pressions inflationnistes qui, au cours de ces deux dernières années, ont été une source de détérioration de la marge de compétitivité précédemment acquise ;
- ✓ l'intensification des actions visant le renforcement des capacité d'offre ;
- ✓ la consolidation des relations avec les partenaires extérieurs, en vue de mobiliser l'assistance financière nécessaire à la mise en œuvre rapide et efficace des stratégies de lutte contre la pauvreté
- ✓ une position extérieure nette créditrice des institutions monétaires à concurrence de 225,5 milliards de FCFA contre 198,3 milliards un trimestre plus tôt et 176,8 milliards à fin mars 2001.

Pour atteindre ces objectifs, il conviendrait de mettre en œuvre un certain nombre de mesures de politique économique notamment :

- ✓ la pleine utilisation des capacités de production existantes et l'accélération de la mise en œuvre des politiques d'offre, susceptibles de contribuer à l'élargissement de la base productive et à la relance effective de la croissance économique ;
- ✓ le maintien du taux d'investissement à un niveau élevé du PIB afin de permettre au ratio "investissements publics financés sur ressources

internes en pourcentage des recettes fiscales" de se rapprocher de la norme indicative de 20% fixée par l'Union;

- ✓ la mise en application effective des réformes structurelles qui font l'objet d'un large consensus (développement du capital humain, accroissement de la productivité et de la compétitivité des économies, renforcement des infrastructures de base, amélioration de l'efficacité et de la qualité des services publics) ;
- ✓ la finalisation diligente des documents de stratégie de réduction de la pauvreté qui permettraient d'amorcer véritablement la mise en œuvre des programmes économiques conçus à cet effet et de coordonner l'aide internationale, en vue du financement approprié des investissements requis ;
- ✓ poursuivre l'assainissement des finances publiques en vue d'un accroissement régulier de l'épargne publique et de sa mobilisation en faveur des secteurs porteurs.

Au total, il s'agirait de parvenir à une croissance économique saine et durable.../